



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LOIR-ET-CHER

*Service interministériel  
d'animation des politiques publiques  
Pôle environnement et transition énergétique*

**ARRÊTÉ n° 41-2019-06-06-001**

portant mise en demeure  
Société AXEREA à SAINT-ROMAIN-SUR-CHER,  
installations de stockage de céréales et  
d'engrais à base de nitrate d'ammonium

**Le Préfet de Loir-et-Cher,  
Chevalier dans l'Ordre National de la Légion d'Honneur,  
Chevalier dans l'Ordre National du Mérite,**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, et L. 514-5 ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 relatif à la prévention des risques présentés par les stockages d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium soumis à autorisation au titre de la rubrique 4702 et les stockages de produits soumis à autorisation au titre de la rubrique 4703 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°00-4105 du 27/11/2000 relatif aux installations exploitées par la société coopérative LIGEA sur le territoire de la commune de SAINT-ROMAIN-SUR-CHER ;

Vu l'arrêté complémentaire n°2007-332-10 du 20/08/2007 modifiant l'arrêté préfectoral n°00-4105 du 27/11/2000 susmentionné ;

Vu l'arrêté complémentaire n°2009-202-4 du 21/07/2009 modifiant l'arrêté préfectoral n°00-4105 du 27/11/2000 susmentionné ;

Vu l'arrêté complémentaire n°2012-062-0013 du 02/03/2012 modifiant l'arrêté préfectoral n°00-4105 du 27/11/2000 susmentionné ;

Vu les articles 1 bis et 3 de l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2000 modifié susmentionné ;

Vu les articles 5.2 et 7.7 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 susmentionné ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 1<sup>er</sup> mars 2019 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier le 20 mai 2019 reçues le 23 mai 2019 ;

Considérant que lors de la visite en date du 15 février 2019, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- *Les conditions décrites dans l'EDD concernant l'activité engrais conditionnés ne sont plus à jour (absence de réponse à la demande de compléments du 29/04/2015) ;*

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles 1 bis et 3 de l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2000 modifié susmentionné ;

Considérant que lors de la visite en date du 15 février 2019, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- *Lors de l'inspection, l'allée du magasin d'engrais classés vrac présentait une présence importante de boue et d'engrais contaminés.*

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions de l'article 5.2 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 susmentionné ;

Considérant que lors de la visite en date du 15 février 2019, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- *La dalle béton de l'allée du magasin de stockage vrac présente plusieurs cavités non réparées.*

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions de l'article 7.7 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 susmentionné ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société AXEREAL de respecter les prescriptions dispositions des articles 1 bis et 3 de l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2000 modifié susmentionné, et des articles 5.2 et 7.7 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 susmentionné, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Loir-et-Cher ;

### **ARRÊTE**

**Article 1** – La société AXEREAL exploitant une installation de stockage de stockage de céréales et d'engrais à base de nitrate d'ammonium au lieu-dit « l'Ormelet » sur la commune de SAINT-ROMAIN-SUR-CHER est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 1 bis et 3 de l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2000 modifié en apportant les compléments nécessaires à l'étude de dangers du site **dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.**

**Article 2** – La société AXEREAL exploitant une installation de stockage de stockage de céréales et d'engrais à base de nitrate d'ammonium au lieu-dit « l'Ormelet » sur la commune de SAINT-ROMAIN-SUR-CHER est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 5.2 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 susmentionné en nettoyant l'allée du magasin de stockage d'engrais en vrac **dans un délai d'une semaine à compter de la notification du présent arrêté.**

**Article 3** – La société AXEREAL exploitant une installation de stockage de stockage de céréales et d'engrais à base de nitrate d'ammonium au lieu-dit « l'Ormelet » sur la commune de SAINT-ROMAIN-SUR-CHER est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 7.7 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 susmentionné en supprimant les cavités non réparées dans l'allée de circulation du magasin de stockage d'engrais en vrac **dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.**

**Article 4** – Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 à 3 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 5** – Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Orléans (28 rue de la Bretonnerie – 45037 ORLÉANS CEDEX), dans les délais prévus à l'article R.514-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 6** – le présent arrêté sera notifié à la société AXEREAL et sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Loir-et-Cher.

Il sera également publié sur le site internet des services de l'État en Loir-et-Cher.

Une copie en sera adressée à :

- Monsieur le Maire de la commune de Saint-Romain-sur-Cher,
- Madame la Sous-préfète de l'arrondissement de Romorantin-Lanthenay,
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

**Article 7** – Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture, monsieur le maire de Saint-Romain sur Cher, Madame la Sous-préfète de l'arrondissement de Romorantin-Lanthenay, ainsi que l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Blois, le - 6 JUIN 2019

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,

  
Romain DELMON